



PROJET vu pour être annexé à la décision du Bureau 2020-078 DB du 24 septembre 2020

Le Président, Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Département du Maine et Loire (49)

CONVENTION DE VENTE ET D'ACHAT D'EAU POTABLE

(pour la Commune de MOULIHERNE et la Commune
déléguée de PARCAY LES PINS)

Entre :

La Communauté de Communes BAUGEOIS VALLÉE, représentée par son Président, Monsieur Chalopin, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 11 juin 2020 et désigné dans ce qui suit par l'expression « Baugeois Vallée »,

Et :

La Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire, représentée par son Président, Monsieur Jackie GOULET, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 16 juillet 2020 et désigné dans ce qui suit par l'expression « Saumur Val de Loire »,

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION.....	3
ARTICLE 2. PROVENANCE DE L'EAU.....	3
ARTICLE 3. POINTS DE LIVRAISON ET COMPTAGE.....	3
ARTICLE 4. PROPRIETE DES INSTALLATIONS ET RESPONSABILITE.....	3
4. 1. Ouvrages de comptage.....	3
4. 2. Le système de télé-relevé.....	4
ARTICLE 5. RELEVÉ DES COMPTEURS.....	4
ARTICLE 6. QUANTITE D'EAU.....	5
ARTICLE 7. QUALITE DE L'EAU.....	5
ARTICLE 8. PRIX DE VENTE DE L'EAU.....	5
ARTICLE 9. FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT.....	6
ARTICLE 10. CONDITIONS GENERALES.....	6
ARTICLE 11. CONTESTATIONS.....	6
ARTICLE 12. RÉSILIATION.....	10
12. 1. Résiliation avec indemnités.....	10
12. 2. Résiliation sans indemnités.....	10
ARTICLE 13. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE.....	6
ARTICLE 14. ABROGATION DES CONVENTIONS PRÉEXISTANTES.....	7

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de vente et d'achat d'eau potable entre Bugeois Vallée et Saumur Val de Loire à partir des comptages existants suivants :

- Du comptage de vente d'eau **occasionnel** (diamètre 60 mm) pour la commune de MOULIHERNE au lieu-dit « Les Seureries » situé sur la commune déléguée d'Auverse, le long de la RD N° 279
- Du comptage d'achat d'eau **occasionnel** (diamètre 60 mm) pour la commune déléguée de PARCAY LES PINS au lieu-dit « La Maison neuve » situé sur la commune de Courléon, le long de la RD N° 206

ARTICLE 2. PROVENANCE DE L'EAU

L'eau fournie par Bugeois Vallée provient de l'usine « Bouton » située sur la commune déléguée de Noyant.

L'eau fournie par Saumur Val de Loire provient de l'usine « La Maladrerie » située sur la commune de Vernantes.

ARTICLE 3. POINTS DE LIVRAISON ET COMPTAGE

La fourniture d'eau s'effectue aux points de livraison dont les caractéristiques et la localisation sont précisées en annexe n° 1.

Les points de livraison comprennent un poste de comptage équipé d'un compteur agréé par les deux parties.

Les volumes pris en compte dans le comptage de la vente et d'achat d'eau sont respectivement les volumes sortants du réseau de Bugeois Vallée via le compteur de vente d'eau et les volumes sortants du réseau de Saumur Val de Loire via le compteur d'achat d'eau.

L'exploitant du service d'eau de Bugeois Vallée est le seul habilité à manœuvrer les vannes de liaison entre les deux réseaux et à intervenir sur le poste de comptage de vente d'eau.

L'exploitant du service d'eau de Saumur Val de Loire est le seul habilité à manœuvrer les vannes de liaison entre les deux réseaux et à intervenir sur le poste de comptage d'achat d'eau.

Un protocole d'intervention entre les exploitants des deux réseaux réglera les dispositions d'intervention des services au niveau des ouvrages de génie civil abritant les compteurs de vente et d'achat d'eau.

ARTICLE 4. PROPRIETE DES INSTALLATIONS ET RESPONSABILITE

4.1. Ouvrages de comptage

Chaque ouvrage de comptage est constitué :

- d'un regard, d'un système de comptage (compteur volumétrique), de vannes, d'un clapet anti-retour, d'un filtre.
- Eventuellement d'un coffret électrique, d'un capteur de pression, d'un piquage pour point de prélèvement en amont du comptage.

La limite de propriété entre le vendeur et l'acheteur est définie par le joint de bride en aval du compteur

Ainsi, pour chaque ouvrage, le vendeur est propriétaire du regard, des canalisations et accessoires en amont du système de comptage, du système de comptage jusqu'au joint de la bride aval inclus.

A ce titre, le vendeur est responsable de la surveillance, du bon entretien, de la maintenance et du renouvellement de ses ouvrages, tels que décrits ci-dessus.

L'acheteur est propriétaire des éléments situés à l'aval du joint de la bride aval du système de comptage.

A ce titre, l'acheteur est responsable de la surveillance, du bon entretien, de la maintenance et du renouvellement de ses ouvrages.

L'acheteur est également responsable du bon état du joint de la bride aval du comptage. Dès que l'acheteur a connaissance de la défaillance du joint, il s'engage à remplacer le joint dans un délai de 8 jours calendaires.

4.2. Le système de télé-relevé

Le système de télé-relevé éventuellement installé sur les points de comptage est la propriété du vendeur.

A ce titre, le vendeur est responsable de la surveillance, du bon entretien, de la maintenance et du renouvellement du système de télé-relevé.

Le vendeur s'engage à donner l'accès aux données recueillies par le système de télé-relevé à l'acheteur et à son exploitant le cas échéant. Cet accès ne devra pas engendrer de surcoût d'investissement au vendeur.

En cas de dysfonctionnement du système de télé-relevé, le vendeur s'engage à procéder aux réparations sous 8 jours calendaires.

En cas de dysfonctionnement supérieur à 8 jours calendaires, le vendeur s'engage à fournir une valeur d'index mensuel à l'acheteur.

ARTICLE 5. RELEVÉ DES COMPTEURS

Un relevé contradictoire des systèmes de comptage sera réalisé annuellement, en présence des représentants de chacune des deux collectivités à la demande de l'une d'entre elles.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement des compteurs dûment constatée par les parties, le volume d'eau fourni sera estimé :

- Par coefficient de correction au volume indiqué si l'erreur de mesure est de type systématique,
- Ou à défaut, sur la base de toute justification par les deux collectivités.

Les index des compteurs et les dates des relevés devront figurer sur la facture de fourniture d'eau de manière à permettre à l'acheteur de vérifier et de contrôler à tout moment le bien fondé des quantités facturées.

L'acheteur a libre accès, en tout temps, aux installations de vente d'eau pour y faire les relevés qu'elle juge utiles en dehors des relevés prévus à la présente convention.

ARTICLE 6. QUANTITE D'EAU

Toute modification de la desserte en eau doit faire l'objet d'une information préalable de la part du vendeur.

Le vendeur s'engage à n'interrompre ou réduire la fourniture d'eau qu'en cas de force majeure et de travail exécuté sur le réseau ou les ouvrages de production dans l'intérêt du service. La durée de l'interruption ou de la réduction est limitée au temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations et prendre les mesures appropriées. Sauf en cas d'accident, le vendeur ou son exploitant prévient l'acheteur au moins 7 jours ouvrés à l'avance de tout arrêt ou réduction momentanés de la distribution.

ARTICLE 7. QUALITE DE L'EAU

Le vendeur s'engage à fournir jusqu'aux points de livraison définis à l'article 3 de la présente convention une eau conforme à la réglementation en vigueur, à savoir à ce jour les articles R 1321-1 à R 1321-68 du Code de la Santé Publique relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

Le vendeur s'engage à maintenir le niveau permanent de résiduel de chlore dans le réseau afin d'assurer un effet bactériologique statique à chacun des compteurs de vente d'eau.

L'acheteur doit s'assurer que la conformité est respectée sur son réseau de distribution. Le vendeur ne peut être tenu pour responsable des pollutions ou dégradations dont l'origine provient des installations de l'acheteur.

Lorsqu'une partie constate une non-conformité, elle en avertit sans délai son co-contractant.

Le vendeur et l'acheteur tiennent à disposition l'un de l'autre les résultats des analyses effectuées sur le réseau qu'ils exploitent.

ARTICLE 8. PRIX DE VENTE DE L'EAU

Les volumes relevés aux compteurs seront facturés sur les bases suivantes, à compter du 1^{er} juillet 2020:

8.1 : Eau vendue par Baugeois Vallée au profit de Saumur Val de Loire :

Le prix de vente est fixé à : 1,20 € HT le m3.

Il correspond aux frais de production et distribution supportés par Baugeois Vallée ainsi que les redevances additionnelles (redevance prélèvement).

Ce montant est éventuellement modifié chaque année sur décision de l'assemblée délibérante.

8.2 : Eau vendue par Saumur Val de Loire au profit de Baugeois Vallée :

Le prix de vente est fixé à : 1,20 € HT le m3.

Il correspond aux frais de production et distribution supportés par Saumur Val de Loire ainsi que les redevances additionnelles (redevance prélèvement).

Ce montant est éventuellement modifié chaque année sur décision de l'assemblée délibérante.

ARTICLE 9. FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT

La facturation est émise par le vendeur (Baugeois Vallée ou Saumur Val de Loire), au cours du mois suivant la relève considérée par l'exploitant du vendeur à l'acheteur.

Le paiement est réalisé par l'acheteur (Saumur Val de Loire ou Baugeois Vallée) dans les 30 jours suivant la réception de la facture. En cas de retard de paiement, le mandataire a droit au versement d'intérêts moratoires.

ARTICLE 10. CONDITIONS GENERALES

Le vendeur s'engage à fournir chaque année à l'acheteur, le rapport annuel d'activités de son exploitant, dès élaboration.

Les collectivités co-contractantes s'engagent à se rencontrer afin de contrôler la bonne exécution de la présente convention une fois tous les deux ans *a minima* et autant que nécessaire, sur sollicitation d'une des deux parties.

ARTICLE 11. CONTESTATIONS

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'exécution ou l'interprétation des clauses de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de ces voies amiables, tout contentieux sera soumis devant la juridiction compétente.

ARTICLE 12. RESILIATION

12. 1. Résiliation avec indemnités

L'acheteur peut à tout moment pour des motifs d'intérêt général résilier unilatéralement la présente convention sous réserve de prévenir le vendeur au moins 12 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le vendeur ne peut en aucun cas refuser ou s'opposer à cette résiliation.

L'Acheteur versera une indemnité de résiliation au vendeur. Cette indemnité, déterminée d'un commun accord, tiendra compte du coût du préjudice qui s'attache à la résiliation (en particulier pour l'éventuel manque à gagner par l'exploitant du service).

A compter de la date de cessation effective de la convention, les parties disposeront d'un délai de 8 mois pour procéder à l'apurement définitif des comptes.

12. 2. Résiliation sans indemnités

La résiliation de la convention pourra être prononcée par l'une ou l'autre partie, sans indemnités, mais après une mise en demeure préalable, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier aux manquements constatés, notamment :

- en cas d'inobservations graves et/ou répétées par l'une des parties des clauses de la convention ou de celles des documents qui y sont annexés ;

- si le service vient à être interrompu totalement ou partiellement pendant plus de 8 jours ouvrés consécutifs et sauf cas de grève ou de force majeure (notamment pollution de la source) ;
- si, du fait de l'une des parties, la sécurité ou l'hygiène viennent à être compromises par défaut d'entretien des installations ;
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, l'une des parties compromet l'intérêt général et la continuité du service public.

La mise en demeure est notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle lui impartit un délai pour remédier aux manquements constatés. Si la mise en demeure reste infructueuse, la résiliation est notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prend effet à la date qu'elle indique.

ARTICLE 13. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention entre en vigueur :

La présente convention entre en vigueur **le 1er juillet 2020** ou, si elle intervient postérieurement à cette date, le lendemain de sa notification à Baugeois Vallée par Saumur Val de Loire.

En tout état de cause, elle arrivera à échéance le 31 décembre 2029.

ARTICLE 14. ABROGATION DES CONVENTIONS PRÉEXISTANTES

La présente convention abroge toute convention préexistante entre les parties portant sur le même objet.

A

le

Pour la Communauté de
communes BAUGEOIS
VALLÉE,

Le Président,

Philippe CHALOPIN

A

le

Pour Saumur Val de Loire,
Le Président,

Jackie GOULET

ANNEXE 1 : POINTS DE LIVRAISON DE LA VENTE ET D'ACHAT D'EAU

Points de comptage entre la Communauté de Communes BAUGEOIS VALLÉE
Et la Communauté d'agglomération SAUMUR VAL DE LOIRE

	Chambres de comptage	Interconnexion	Diamètre conduite amont	Calibre compteur
1	Les Seuries RD 279 Auverse	CCBV ⇔ CA Saumur	PVC Ø 110 mm	60 mm
2	La Maison neuve RD 206 Courléon	CA Saumur ⇔ CCBV	PVC Ø 140 mm	60 mm